

dossier n° PD07209023Z0001

Commune de
CONNERRE

Date de dépôt : le 27/03/2023
Demandeur : Commune de Connerre
représentée par M. MONGELLA Arnaud
Adresse du demandeur : 3 Rue de
l'Abreuvoir 72160 Connerre
Nature des travaux : Démolition totale d'un
dojo et d'un garage
Adresse terrain : 2 AVENUE DE VERDUN
72160 CONNERRE

ARRETE

Accordant un permis de démolir au nom de la commune

Le Maire de CONNERRE,

Vu la demande de permis de démolir présentée le 27/03/2023 par la Commune de Connerre
représentée par M. MONGELLA Arnaud,

Vu la demande de permis de démolir ayant fait l'objet d'un affichage de dépôt en mairie à
compter du 27/03/2023 ;

Vu la demande de démolition concernant la démolition totale d'un dojo et d'un garage

sur le terrain :

- cadastré AI-0219, AI-0294 d'une superficie de 1682 m²,
- situé 0002 AVENUE DE VERDUN 72160 CONNERRE,

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal approuvé ;

Vu le code du patrimoine ;

ARRETE

Article 1

Le permis de démolir est ACCORDE.

Article 2

En application de l'article R.452-1 du code de l'urbanisme, vous ne pouvez pas entreprendre
les travaux de démolition avant la fin d'un délai de 15 jours à compter de la plus tardive des
deux dates suivantes :

- Soit la date à laquelle vous avez reçu notification du présent arrêté
- Soit la date de transmission de cet arrêté au préfet.

Article 3

Avant tout enlèvement, tout matériel ou matériau (cuve, transformateur, plaque amiantée...) contenant ou ayant contenu un produit dangereux (inflammable, toxique ou polluant) devra être préalablement vidangé, traité et neutralisé dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, selon la nature du produit.

CONNERRE, Le 17 MAI 2023

Le Maire de Connerre,
Arnaud MONGELLA



Transmis en Préfecture le : 17 MAI 2023

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales. Elle est exécutoire à compter de sa réception.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet, il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours, le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas, la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (modèle de déclaration CERFA n° 13407)
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau (conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-18) visible de la voie publique décrivant le projet.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire de l'autorisation au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire de l'autorisation et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances. A défaut, il encourt des sanctions pénales sauf s'il construit pour lui-même ou sa proche famille.

Le pétitionnaire sera responsable des dommages causés aux personnes et aux choses, ouvrages publics ou propriétés privées, soit à l'occasion de l'exécution des travaux, soit comme conséquence de ceux-ci. Il convient de prendre pendant les travaux les mesures nécessaires pour éviter toutes dégradations aux plantations, installations ou ouvrages publics.